

Histoire

1949-2009. Comment droite et gauche se sont déchirées sur l'Alliance atlantique.

Par FRANÇOIS D'ORCIVAL

Otan

Sur le front français



De la signature du traité de l'Atlantique Nord au retour de la France dans l'Otan, soixante ans de combats politiques.

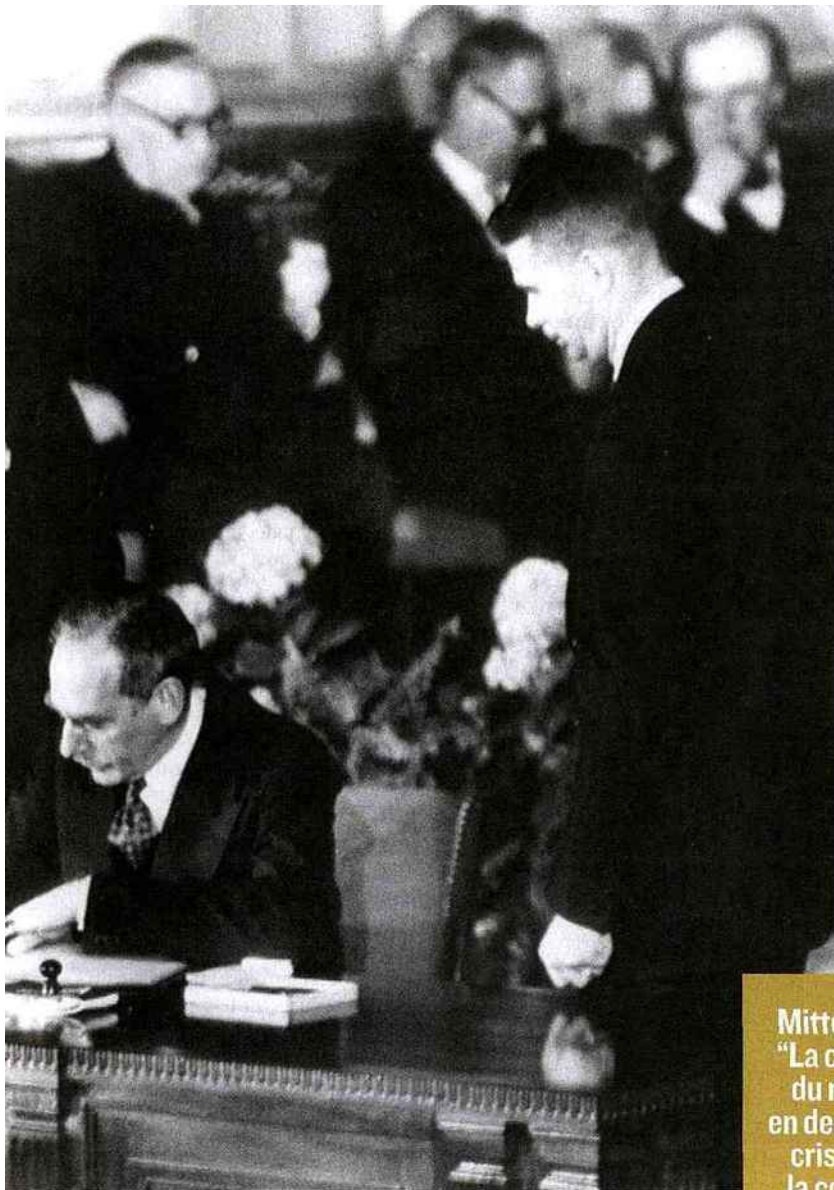
La longue histoire des relations tumultueuses de la France avec l'Otan a connu, le 17 mars, son dernier épisode : les députés ont approuvé, par 329 voix contre 228, son retour dans le commandement intégré. Mais pourquoi la France en était-elle sortie ? C'est sans doute aux Bermudes qu'il faut aller chercher l'explication. Du 4 au 8 décembre 1953, se tint en effet dans cet archipel américain

une conférence à trois : États-Unis, Grande-Bretagne, France – Eisenhower, Churchill et un président du Conseil français bien oublié, Joseph Laniel, lui-même flanqué de son ministre des Affaires étrangères, Georges Bidault. Staline était mort, l'Union soviétique "déstalinisait" lentement, les Américains rentraient de Corée, les Français s'enfonçaient en Indochine ; mais qu'allait-on faire pour la sécurité de l'Europe, alors que l'Allemagne occidentale s'impatientait en attendant de recouvrer sa souveraineté ?

Les trois étaient liés par leur alliance de la guerre ; la guerre froide allait la réveiller. Le 5 octobre 1947, en effet, les dirigeants soviétiques avaient constitué avec les partis communistes "frères", et notamment ceux d'Europe orientale où ils ont pris le pouvoir par la force,

une organisation de coordination, le Kominform. Les Occidentaux ne pouvaient pas ne pas réagir. Ils créaient d'abord l'Union de l'Europe occidentale (UEO), puis l'Alliance atlantique : les Européens (France, Royaume-Uni, Benelux, Danemark, Norvège, Islande, Portugal et Italie) se joignant aux Américains et aux Canadiens.

C'est ainsi que leurs douze représentants s'étaient réunis, le lundi 4 avril 1949, dans le grand auditorium du Département d'État à Washington, pour signer les quatorze articles du traité de l'Atlantique Nord. Son article 5 en résume le contenu : toute attaque contre l'un des alliés sera considérée comme une attaque contre tous. L'article 6 inclut même expressément les « départements français d'Algérie » comme étant couverts par ces



4 avril 1949. La signature du traité de l'Atlantique Nord, à Washington. Le président Truman est entouré de son vice-président, Alben Barkley, et de son secrétaire d'État, Dean Acheson (assis).

fusionnant les unités issues de chaque armée nationale. Cela deviendra la CED, Communauté européenne de défense. L'armée "supranationale". D'abord réticent, Adenauer adhéra à ce plan en échange de sa propre souveraineté économique et politique. Les Américains y voyaient un bras européen de l'Organisation militaire atlantique ; les Soviétiques, une nouvelle menace qu'ils allaient s'employer à écarter. L'initiative française débouchait sur un traité signé à Paris, le 27 mai 1952. Restait à le ratifier.

C'est pour accélérer cette ratification qu'a lieu le sommet à trois des Bermudes, fin 1953. Car les choses traînent. Georges-Henri Soutou, l'historien des relations internationales contemporaines, souligne que c'est là que les Anglais et les Américains "sommèrent" les Français de faire ratifier le traité.

Sinon, dit Churchill, l'Allemagne reconstituera son armée. Sinon, ajoute Eisenhower (qui a succédé à Truman), l'Amérique elle-même l'aidera à se réarmer. Huit jours plus tard, dans un Conseil atlantique, John Foster Dulles, le chef de la diplomatie américaine, se veut plus explicite encore : « Si la France et l'Allemagne veulent encore se suicider, ce sera sans nous. » Traduire : les États-Unis sont prêts

**Mitterrand :
"La coupure
du monde
en deux blocs
cristallisa
la coupure
en deux
de la
gauche."**

dispositions. Deux versions font également foi, l'anglaise et la française.

Ce texte venait devant le Parlement français pour ratification au mois de juillet suivant. Débat simplissime : les communistes, qui dénoncent la « Sainte-Alliance » contre le bloc soviétique, s'opposent à tous les autres. Le 26 juillet, le Pacte atlantique était ratifié par 395 voix contre 189 (communistes et isolés). La droite, indépendants, démocrates-chrétiens MRP, et gaullistes du RPF, a voté, unie. La gauche a éclaté : « Pour les socialistes, écrit plus tard François Mitterrand (*Ma part de vérité*), le parti communiste avait trahi la France. Pour les communistes, les socialistes avaient trahi la classe ouvrière. La coupure du monde en deux blocs cristallisa la coupure en deux de la gauche. »

L'Alliance sécurisait l'Occident, mais la question de l'Allemagne, occupée par les quatre vainqueurs, dont les Soviétiques, restait entière : qu'allait-on faire ? Staline se dotait de l'arme atomique, mais continuait à redouter le réarmement de l'Allemagne ou à en tirer prétexte pour étendre son empire. Il faudrait bien intégrer la République fédérale du chancelier Adenauer à un système de sécurité. C'est un président du Conseil français, issu de la Résistance, ancien ministre du Général, mais aussi grand adversaire de Pierre Mendès France, René Pleven, qui présentait, le 24 octobre 1950, un plan pour la sécurité de l'Europe : afin d'éviter la reconstitution d'une armée allemande, il proposait la création d'une armée européenne, en

à une "révision déchirante" de leur politique. Tout cela, note Georges-Henri Soutou, donne l'impression d'un "diktat anglo-saxon" : « La conférence des Bermudes a beaucoup contribué à braquer toute une partie de l'opinion française contre la CED et contre l'atlantisme... »

Quand vient s'ajouter à cela, au mois de mai 1954, la défaite de Diên Biên Phu, ressentie comme une humiliation nationale, il ne faut pas s'étonner du vote de défiance qui accueille la CED à la Chambre des députés, le 30 août 1954. Les communistes ne sont plus que 95 mais ils ont le renfort de plus de

220 autres députés. Gauche et droite se brisent en deux, entre "souverainistes", comme on dit aujourd'hui, et "européens". La motion préalable hostile à la CED, qui va servir de support au vote de la Chambre, est venue d'un député d'Algérie d'extrême droite. Communistes et gaullistes votent comme un seul homme contre l'armée européenne, enfonçant les centristes MRP, les radicaux et la droite "atlantiste". Décompte : 319 voix contre 264. La CED est morte. L'Allemagne va entrer dans l'Otan et reconstituer son armée.

Quatre ans plus tard, le 24 septembre 1958, de Gaulle, revenu au pouvoir, propose de former, comme aux Bermudes, un "directoire à trois", pour reprendre les choses à leur point de départ et rééquilibrer l'Alliance. Mais les mauvais souvenirs sont trop récents. Les Anglais signeront avec les Américains un protocole de partenariat nucléaire, les accords de Nassau, tandis que les Allemands n'entendent surtout pas sortir de la protection américaine. Fin du directoire.

Le Général retire donc progressivement ses états-majors de la structure intégrée de l'Otan, et au bout du processus, cela conduit à sa lettre du 7 mars 1966 au président Johnson dans laquelle il lui annonce que la France cesse « sa participation au commandement intégré » et ne met plus « ses forces à la disposition de l'Organisation atlantique », tout en réaffirmant qu'elle reste « résolue à combattre aux côtés de ses alliés au cas où l'un d'entre eux serait l'objet d'une agression »... Puis, dès le mois de juin, il rend une visite spectaculaire aux dirigeants soviétiques.

« Dans l'esprit du général de Gaulle, écrit Soutou, le départ de la France forcerait les autres partenaires à accepter, bon gré, malgré, une refonte complète de l'Alliance, la transformant en alliance classique sans intégration. » C'est bien, douze ans après, le renversement total du plan CED. Ce qui va renforcer la division tant de la droite que de la gauche.

Du 13 au 15 avril 1966, Georges Pompidou, premier ministre du Général, défend devant les députés le retrait de l'Otan, un débat sans vote. Candi-

dat unique de la gauche à la présidentielle de 1965 contre de Gaulle, François Mitterrand ouvre le réquisitoire, fustigeant l'isolement de la France : « S'il me fallait définir votre politique, je dirais que c'est une sorte de poujadisme aux dimensions de l'Univers. » Vient René Pleven, le centriste européen, l'auteur du plan d'armée européenne : « Vous cédez à la mystique de l'indépendance nationale absolue. Notre retrait va entraîner un lamentable gaspillage de forces, d'argent et d'hommes. » Gaston Defferre, s'exprimant au nom des socialistes : « Le nationalisme déchaîné ne nous vaudra ni grandeur ni indépendance. » En revanche et logiques avec

Pompidou, qui a succédé à de Gaulle à l'Élysée, sur ce motif : « Je ne peux pas entrer dans un gouvernement qui s'est retiré de l'Otan. »

Mais alors, sur quoi cette droite déchirée s'est-elle réconciliée après le départ du Général ? Paradoxalement sur ce qui constitue l'essentiel de son héritage, comme le montre Pierre Lellouche : la force nucléaire. À ce point qu'en décidant de réintégrer l'Otan, Nicolas Sarkozy s'est bien gardé de toucher à cet héritage. La première bombe thermonucléaire française (la bombe H) explose en 1968. Elle symbolise la puissance et la fierté nationales. Même à gauche, François Mitterrand, qui voulait supprimer la "force de frappe nucléaire" en 1965, reconnaîtra sa « réalité irréversible » ; les communistes aussi s'y rallieront.

LESTONNE FRANCE



Rupture. Le QG de l'Otan, à Saint-Germain-en-Laye, se prépare à déménager pour Mons, en Belgique.

Mais, pied de nez de l'Histoire, cette bombe était-elle vraiment le produit du retrait de la France de l'Otan ? Huit ans après la rupture de 1966, Valéry Giscard d'Estaing est élu à l'Élysée. L'un de ses premiers visiteurs étrangers n'est autre que Henry Kissinger, secrétaire d'État américain, qu'il reçoit le 5 juillet 1974. Celui-ci vient lui parler des « relations spéciales » existant entre la France et les États-Unis. Le nouveau chef de l'État découvre alors que, malgré tout ce qui s'est raconté, celles-ci ont permis, dans le plus grand secret,

à nos recherches en matière de nucléaire militaire d'aboutir. Ainsi, révèle Valéry Giscard d'Estaing dans ses Mémoires parus en 1991, quand le secret peut être rendu public, cette bombe H, drapeau de notre indépendance nationale, nous l'avions mise au point grâce aux Américains ! « En tant que notre vieille amie et alliée, avait répondu Johnson à de Gaulle en 1966, la France aura sa place réservée le jour où elle décidera d'assurer à nouveau son rôle dirigeant... »

eux-mêmes depuis 1949, les communistes approuvent. La droite nationale sort de l'épreuve meurtrière, et déchirée entre son traditionnel "souverainisme" antiaméricain et son antigaullisme européen. Historien de droite s'il en est, Pierre Gaxotte résumera ce sentiment au terme de son *Histoire des Français* (Flammarion) publié en 1972 : « En pratique, toutes les grandes questions en suspens dans le monde se sont réglées et se règlent sans nous. Du principat gaulliste, il reste deux ruines qui pèseront lourdement sur l'avenir : ruine de l'Alliance atlantique, ruine de l'esprit européen. » Leader historique de la droite libérale, Antoine Pinay se séparera du président sur ces mots : « Les fusées, ça coûte cher, mon général. » En 1969, il refusera d'être ministre du premier gouvernement de Georges

À lire
L'Allié indocile, la France et l'Otan, de Pierre Lellouche, Éditions du Moment 254 pages, 19,95 €. **La Guerre de Cinquante Ans**, de Georges-Henri Soutou, Fayard, réédition 2007, 768 pages, 32 €.